

Amazonie : les chefs d'État réunis contre la ruine de la forêt

Un sommet des dirigeants des pays qui se partagent l'Amazonie se tient aujourd'hui et demain à Belém, au Brésil. De par son influence sur l'eau et le climat, l'avenir de la forêt concerne le continent, voire le monde entier

1 Lula soucieux de montrer son ambition

Belém, la grande cité portuaire du nord-est du Brésil, met les petits plats dans les grands. Ces 8 et 9 août, elle abrite le sommet régional consacré à la sauvegarde de la forêt amazonienne. Outre le Brésil, hôte de la conférence, y participeront les sept autres pays de l'Organisation du traité de coopération amazonienne (OTCA), créée en 1995 : Bolivie, Colombie, Équateur, Guyana, Pérou, Suriname et Venezuela. À l'exception de l'Équateur et du Suriname, qui envoient des ministres, les membres de l'OTCA devraient être représentés par les chefs d'État, signe de l'importance diplomatique du rendez-vous. C'est la première fois que les huit pays se retrouvent sous l'égide de l'OTCA depuis... 2009.

En soi, c'est déjà un succès pour le Brésil de Lula, souverain sur 60 % de la superficie de l'Amazonie. Soucieux d'envoyer un signal positif sur la protection de la plus grande forêt tropicale de la planète, il entend parvenir à un engagement commun pour lutter contre la criminalité environnementale et éradiquer la déforestation.

2 La déforestation à la baisse au Brésil

Sur ce sujet comme sur d'autres, le Brésil veut tourner la page des années Bolsonaro, le président d'extrême droite en poste du début 2019 à la fin 2022. Le Trump brésilien a livré le territoire amazonien aux appétits sans limite de l'agro-industrie et a considéré



L'ampleur de la déforestation a baissé au Brésil en juillet mais l'avenir de la forêt reste incertain. MICHAEL DANTAS / AFP

comme quantité négligeable les peuples premiers qui exploitent de manière pérenne les ressources de la forêt depuis des temps immémoriaux.

Les chiffres désastreux de la déforestation semblent frémir dans le bon sens. Sur les sept premiers mois du gouvernement Lula, le déboisement a reculé de 42,5 % par rapport à la même période de 2022. Et sur la période d'un an qui s'étire du mois d'août au mois de juillet – le début de la saison sèche sert de référence – la baisse est de 7 % par rapport aux douze mois précédents. La semaine passée, le Brésil a annoncé une division par trois des surfaces déboisées en juillet en Amazonie, comparées à juillet 2022 : 500 km² contre 1 487 km² un an plus tôt.

3 Les richesses naturelles suscitent les convoitises

La déforestation par les coupes sauvages et les incendies profite directement à l'élevage. Les

terres libérées sont, le plus souvent, transformées en pâturages. Elles peuvent également être dévolues aux grandes cultures céréalières et au soja. L'industrie minière et les grandes firmes pétrolières sont aussi sur les rangs, tant les richesses du sous-sol amazonien annoncent de fabuleux profits. L'exploitation pétrolière dans le parc national (théoriquement) protégé de Yasuni, en Équateur, est ainsi source de litige avec les communautés autochtones qui craignent la disparition de leur cadre de vie.

Essentielle pour le cycle de l'eau et pour le climat de l'Amérique du Sud, la sauvegarde de la forêt dépasse les limites du continent. Il y a quelques jours, Lula a appelé le monde à aider à « préserver l'Amazonie et à la développer » par le biais d'investissements durables. Si son exploitation frénétique se poursuit, elle se transformera à terme en savane.

Jean-Denis Renard